

L'ÉTINCELLE ANTICAPITALISTE

Journal des jeunes du NPA - De la révolte à la révolution !

1 euro

#23
SEPTEMBRE
2012

EMPLOIS D'AVENIR, CHASSE AUX RROMS, SÉCURITAIRE...

LA RÉSISTANCE,

C'EST MAINTENANT !



LA RENTRÉE DU CHANGEMENT ? PAS VRAIMENT !

Le nouveau président a donné le ton dès la fin du mois d'août : rien ne va changer. A commencer par le ministère de l'Intérieur qui flique, réprime, organise la chasse aux immigrés et a la volonté de mettre Marseille en état de siège. Puis François Hollande a rassuré ses interlocuteurs privilégiés en rencontrant les patrons du CAC 40 et en faisant pour la première fois participer une partie du gouvernement à l'université d'été du Medef.

Alors les promesses faites pendant la campagne présidentielle resteront des promesses.

Pourtant la situation ne s'est pas améliorée. Le chômage a passé la barre des 3 millions de travailleurs

privés d'emploi et plus de 40000 emplois vont être supprimés. Les prochaines semaines vont être rythmées par les fermetures de sites, les licenciements et les restructurations.

Un des secteurs les plus touchés est le secteur automobile qui en profite pour restructurer la production (Peugeot, Renault, GM,...). Et ces restructurations auront comme conséquences des licenciements massifs et des attaques violentes contre les conditions de travail. Ce sera notamment le cas à Peugeot où le site d'Aulnay-sous-Bois est tout simplement menacé de fermeture et où 8000 emplois seront supprimés dans l'ensemble de l'entreprise. Mais les licenciements ne sont pas prévus seulement à Peugeot mais

dans tout le secteur automobile qui, rappelons-le, emploie de manière directe ou indirecte 1 salarié sur 5.

Et concernant les jeunes, Hollande reprend les vieilles recettes avec la mise en place dès novembre des emplois d'avenir. Ces emplois concerneront principalement les secteurs dits « d'utilité publique » et dont le coût salarial sera pris en charge à 75 % par l'État pendant 3 ans. Et cerise sur le gâteau, 18000 de ces emplois d'avenir seront réservés à l'Éducation nationale qui manque cruellement de profs. L'État va donc recruter des jeunes avec des contrats précaires payés au lance pierre. On se demande vraiment ce que cela aurait été si la jeunesse n'avait pas été la priorité numéro un !

Alors la seule chose qui nous reste à faire c'est de ne compter que sur nos propres forces car nous n'aurons que ce que nous arracherons par la lutte à commencer par la lutte contre les licenciements et contre la fermeture de Peugeot Aulnay. Mais si on veut arrêter les licenciements partout et offrir à chaque jeune un emploi décent, si on veut avoir un avenir, il faudra se battre tous ensemble, dans les lycées, dans les universités, dans les entreprises. Et cela débutera dès la journée de manifestation du 9 octobre à l'appel des syndicats de PSA. Cette journée doit être le point de départ de la résistance !



**NPA
JEUNES**

LE PS POURSUIT LA SURENCHÈRE SÉCURITAIRE

Jean-Luc Mélenchon a qualifié de « session du temps perdu » les 100 premiers jours du mandat de François Hollande. Si on attendait

le changement, on ne peut pas dire que le bilan soit concluant. En revanche, Manuel Valls a fait des siennes.

A Lille, il a été prétexté que c'était pour des raisons de salubrité des campements. Pourtant, les familles qui ont été traquées pendant des jours par la police, les empêchant de poser leurs affaires où même de s'arrêter quelque part, n'ont pas l'air de mieux vivre. Installées dans des campements de fortune, sans même un accès à l'eau, c'est une vraie urgence.

qu'il a annoncées, plus de 200 CRS en armes ont été déployés pour quadriller la zone. C'est une négation totale des causes sociales de la mobilisation de ces jeunes. En même temps, se poser la question des raisons profondes de leur révolte serait sans aucun doute désavouer la politique à venir de ce gouvernement, notamment vis-à-vis de la jeunesse.

Chasse aux Roms

Le 4 octobre 2011, sur son site internet, le PS qualifiait la politique de Nicolas Sarkozy vis-à-vis des Roms d'« offensive stigmatisante et répressive », allant même jusqu'à en constater « l'inhumanité ». Pourtant, Guéant doit être fier de son successeur, qui suit ses traces et s'est lancé dans une véritable chasse aux Roms.

Ce sont des centaines de familles qui se sont retrouvées expulsées de leurs campements à Lyon, Lille et Marseille, sans avoir la possibilité d'emporter leurs affaires.

Comme à l'époque de Sarkozy, c'est en plein mois d'août que ces expulsions sont survenues, quand beaucoup de gens sont partis en vacances. Un hasard ?

La solidarité s'est organisée autour d'un collectif qui cherche à répondre à l'urgence matérielle, mais ne pose pas la question d'une solution durable et sans lier ces expulsions avec les paradoxes de la société capitaliste.

Flicage des quartiers populaires

Et la stigmatisation ne s'arrête pas aux Roms. Le 14 août ont eu lieu des émeutes à Amiens-Nord, suite à un contrôle de police sur une famille en deuil. Comme quoi, de ce côté là non plus, rien n'a changé. Ce n'est pas la fin des contrôles au faciès. Manuel Valls, présent dans l'après-midi a tenu un discours qui s'est voulu humoristique, assurant qu'il n'était pas là pour « passer le quartier au kâcher », en écho aux propos de Nicolas Sarkozy. Pourtant, ce sont bien des mesures répressives

Les Roms, les jeunes, les travailleurs... On voit bien quels sont les ennemis déclarés du nouveau gouvernement, à défaut de s'attaquer aux capitalistes. La surenchère sécuritaire à laquelle se livre le PS n'est en rien une solution à la crise, qui devrait pourtant être leur priorité. Mais quoi de mieux que la politique du bouc émissaire pour faire oublier l'incompétence des dirigeants et leur absence totale de volonté de remettre en cause le système ? Les mesures sécuritaires n'ont jamais protégé que la classe dominante, et seul un renversement du capitalisme offrira un avenir à notre camp social.

Violaine (Comité jeunes Lille)



LA RÉSISTANCE DES SALARIÉS DE L'AUTOMOBILE S'ORGANISE

La rentrée ne sera pas celle du changement. Les attaques à l'encontre des jeunes et des travailleurs vont se poursuivre. En effet, alors que le groupe et ses actionnaires ont réalisé cette année plusieurs milliards d'euros de profits, le patron de PSA a profité des vacances pour annoncer la suppression de 8000 emplois. L'objectif est très clair : faire baisser le coût du travail en délocalisant la production, afin de permettre au patronat de maintenir son taux de profit. La mesure choc de ce plan de restructuration est bien sûr, la fermeture du site de PSA Aulnay, principal site français et premier employeur privé de Seine Saint Denis, où plus de 3000 salariés sont menacés de perdre leur emploi dans les mois qui viennent. Mais l'existence d'autres sites est également remise en cause, notamment à Rennes où 1400 postes vont être supprimés ou encore à Sochaux, bassin historique des usines Peugeot. Ce sont donc des milliers de travailleurs qui vont se retrouver au chômage avec l'approbation du gouvernement Ayrault qui, après quelques gesticulations pour la forme, a approuvé la décision patronale.

Ces suppressions d'emplois ne concernent pas seulement les travailleurs de PSA et constituent une attaque à l'encontre de l'ensemble du monde du travail et de la jeunesse. Le patron de Renault, par exemple, a déjà annoncé qu'il suivrait l'exemple de Peugeot et au total, ce sont plus de 400 000 suppressions d'emplois qui auront lieu en France dans les mois qui viennent : autant d'emplois qui n'existeront plus quand les jeunes d'aujourd'hui arriveront sur le marché du travail. Nous devons donc dès la rentrée affirmer notre solidarité avec les travailleurs de PSA en participant massivement aux dates de mobilisation annoncées.

Mais nous devons également nous mobiliser pour nos propres revendications car cette rentrée est également marquée par une offensive directe contre les jeunes ; notamment à travers le projet de loi de Michel Sapin sur les emplois d'avenir. Ces contrats spécifiques et dérogatoires au code du travail vont concerner 150 000 jeunes d'ici 2014 et sont révélateurs de la volonté qu'a ce gouvernement de continuer à faire de la jeunesse d'aujourd'hui une génération de précaires. En effet, ces contrats, présentés comme une solution au chômage des jeunes, ne permettront pas d'acquiescer un emploi stable sur le marché du travail car ce seront principalement des CDD d'une durée

de un à trois ans et évidemment la rémunération sera inférieure à celle d'un travailleur diplômé. De plus, ils seront financés à 75% par l'Etat ce qui permettra aux entreprises privées d'être encore un peu plus exonérées de charges.

Ces emplois d'avenir vont également concerner l'éducation nationale (les emplois d'avenir professeur) et permettre d'accompagner la réforme de la masterisation mise en place par le gouvernement Sarkozy et maintenue par le gouvernement Hollande. Ils donneront la possibilité à l'État d'embaucher des étudiants boursiers de la Licence 2 au Master 1, non titulaire du concours d'enseignant. Ces étudiants

seront employés sur une durée de trois ans à mi-temps et rémunérés 900 euros par mois (bourses comprises !). L'objectif du gouvernement est donc très clair : faire des économies en ne revenant pas sur les suppressions de postes effectuées par le gouvernement Sarkozy et remplacer les postes d'enseignants fonctionnaires par des enseignants contractuels, sous payés et sans garantie aucune.

Pourtant, ce ne sont certainement pas ces postes de contractuels, ni les 1000 créations de postes (dont seulement 280 postes d'enseignants) annoncées pour la rentrée dans l'éducation nationale qui pallieront les 80 000 suppressions effectuées entre 2008 et 2012. Les

conditions d'études des lycéens et des étudiants vont donc continuer à se dégrader dans les mois qui viennent avec des classes et des TDs toujours plus surchargés, trop peu de matériel disponible, des filières supprimées et une sélection renforcée.

L'unité de la jeunesse et des travailleurs sera donc indispensable à la rentrée dans la perspective d'un mouvement d'ensemble qui mette un coup d'arrêt aux attaques et permette d'imposer l'interdiction des licenciements, des contrats précaires et un plan d'embauche massif dans l'éducation nationale.



TUNISIE : UNE RÉVOLUTION EN MARCHÉ

La Tunisie connaît depuis plus d'un an un processus de révolution continue !

Le gouvernement de la Troïka (dominé par Ennahdha) suite aux élections du 23 octobre n'a en rien répondu aux attentes du peuple tunisien et aux revendications de la révolution, il se situe dans la continuité du régime Ben Ali ! Si les luttes avaient faibli à partir de mars-mai 2011, on assiste à un regain des protestations depuis février 2012. En particulier, depuis quelques mois une série de mobilisations ont lieu, notamment des grèves générales régionales réussies dans plusieurs régions et des luttes ouvrières, de

diplômés chômeurs, de femmes. Les manifestants se battent pour l'emploi, la justice sociale, la fin des inégalités, la défense des droits des femmes mais aussi pour l'accès à l'eau et l'électricité.

Début août, suite à l'arrestation de syndicalistes lors d'une lutte dans l'hôpital de la ville de Sfax, des grèves de soutien dans différents secteurs publics ont eu lieu.

A Sidi Bouzid, les manifestants scandent de nouveau « le peuple veut la chute du régime ». Une répression féroce s'est abattue sur les manifestants et, le 14 août, une grève générale très

suivie a eu lieu contre le pouvoir en place pour réclamer la libération d'une quarantaine de personnes arrêtées dans la région depuis fin juillet lors des protestations contre les coupures d'eau et d'électricité et en faveur de l'amélioration des conditions sociales et économiques dans la région. Ces manifestations se sont étendues aux villes de Menzel Bouzayen et Regueb.

Le 13 août, jour de la promulgation du Code du Statut Personnel (1956) qui a accordé aux femmes l'égalité juridique sur de nombreux points, au moins 6 000 personnes, en majorité des femmes, ont manifesté à Tunis pour défendre les droits des femmes

et l'égalité des sexes menacés par les islamistes.

Au niveau politique le peuple tunisien fait face à une bipolarisation où, d'un côté se trouve le pôle des intégristes libéraux et de l'autre le pôle d'anciens Bénéralistes et Bourguibistes qui tentent de se structurer autour de Essebsi, un ancien bourguibiste qui avait été Premier ministre après le 27 février 2011.

Ne voulant pas se laisser enfermer dans cette fausse alternative un front des forces de gauche s'est constitué entre les groupes d'origine marxiste-léninistes (dont le PCOT et trois courants

Patriote démocrates), les trotskystes de la Ligue de la Gauche Ouvrière (LGO), des partis nationalistes (nassérien et baathiste), d'autres forces de gauche ainsi que des militants individuels. Ce front, appelé « Front populaire du 14 janvier », affirme la nécessité de continuer la révolution. Si l'initiative va dans le bon sens, certaines ambiguïtés restent à lever. Il s'agit notamment de savoir si ce front va devenir avant tout un front de lutte ou un front électoral. Les camarades de la LGO tentent de pousser ce troisième pôle dans le sens de la continuation de la révolution et de l'organisation des mobilisations sociales, démocratiques et politiques.

TRAITÉ EUROPÉEN TSCG : ORGANISER LA RÉSISTANCE FACE À L'AUSTÉRITÉ

Le nouveau traité européen TSCG (Traité sur la Stabilité et la Coordination de la Gouvernance) sera soumis au vote de l'Assemblée début octobre. Il s'agit d'un super-traité d'austérité, qui vise à briser les acquis sociaux des travailleurs à l'échelle du continent européen.

Quelques éléments :

La règle d'or budgétaire : les Etats s'engagent à avoir un déficit maximal de 0,5% dans leur budget annuel. Jusqu'ici, c'était 3%. Cela signifie des coupes massives dans les budgets sociaux, le non remplacement des fonctionnaires qui partent en retraite...

Les Etats se surveillent les uns les autres : chaque Etat pourra saisir la Cour de justice Européenne si l'un de ses voisins a dépassé le plafond de déficit

autorisé. Pour le « fautif », ce sera une amende pouvant aller jusqu'à 0,1% du PIB annuel. Pour la France, cela correspondrait à 2,8 milliards d'euros d'amende.

La suppression de l'aide financière pour les Etats qui refuseraient le pacte Européen : un pays qui refuse le traité n'aurait pas accès aux fonds du Mécanisme Européen de Stabilité (MES).

Un contrôle strict des finances :

Une « loi organique relative au pilotage des finances publiques » doit permettre la mise en application concrète du traité.

Selon ce texte qui doit également être adopté en octobre, des objectifs très précis de réduction des déficits pourraient être fixés « à titre indicatif » à

l'Etat, aux organismes de Sécurité Sociale et aux collectivités territoriales. Un « montant maximal annuel » serait fixé pour les crédits du budget de l'Etat. Serait aussi déterminé un « plafond des crédits » pour une période d'au moins 3 ans. Et des dispositions plus contraignantes pourraient être appliquées « encadrant les dépenses, les recettes, le solde ou le recours à l'endettement de tout ou partie des administrations publiques ». Un « Haut conseil des finances publiques » serait créé pour s'assurer que l'austérité est bien appliquée.

Cette loi organique prépare ainsi le terrain à un budget 2013 d'austérité maximale.

François Hollande veut aller vite en faisant voter le traité dès le mois d'octobre au parlement. Il continue ainsi la politique engagée par Sarkozy.

Le 30 septembre prochain, le Front de Gauche a pris l'initiative d'organiser une manifestation pour un référendum sur le TSCG. Cette échéance peut permettre d'enclencher une mobilisation contre ce traité. Mais pour nous, la réponse de Mélenchon est un peu limitée. Exiger un référendum, c'est faire porter à notre camp social la responsabilité de refuser ou d'accepter le traité. Ainsi, le PS est dédouané de sa responsabilité centrale.

Nous nous positionons clairement contre le TSCG, contre l'austérité, pour faire payer la crise aux capitalistes. C'est sur ces mots d'ordres que nous participerons à la manifestation du 30 septembre, comme une première étape de la contre-offensive à construire.

LE SEUL CHANGEMENT POSSIBLE, C'EST LA RÉVOLUTION !

Ladisquette est passée, les masques tombent, le gouvernement du Parti Socialiste ne vaut pas mieux que celui de Sarkozy : les Roms délogés, les révoltés d'Amiens matraqués, les emplois dans le public ou dans le privé supprimés, les contrats précaires pour les jeunes. Après à peine trois mois au pouvoir Hollande met en place la même politique d'austérité, raciste, sécuritaire et antisociale que son prédécesseur. Pour notre génération, c'est la première fois que nous sommes confrontés à un gouvernement de gauche. Mais déjà les gouvernements de Mitterrand et Jospin avaient accepté les licenciements, privatisés les services publics et expulsé des sans-papiers.

Nous sommes la génération qui a refusé le CPE de Villepin et sa précarité généralisée, la génération

qui s'est battue chaque année contre la marchandisation et la casse de l'éducation, la génération qui a refusé le carcan raciste et sécuritaire que nous imposaient les Sarkozy, Guéant et Hortefeux. Nous ne devons pas réclamer moins sous Hollande que nous réclamions sous Chirac et Sarkozy ! Assez des licenciements, des contrats précaires et des salaires de misère ! Nous réclamons l'interdiction des licenciements, un CDI pour tous, et pas de revenus sous 1700 euros ! Assez des suppressions de postes et des diplômés bidons ! Nous réclamons l'embauche d'un million de personnels dans l'éducation et des contrats nationaux et qualifiants ! Assez des contrôles aux faciès, des expulsions et des peines de prison pour les révoltés ! Nous réclamons la régularisation de tous les sans-papiers, la dissolution de la BAC et l'amnistie de tous les émeutiers d'Amiens ou d'ailleurs !

Ce n'est évidemment pas le PS qui mettra en place ses mesures. Nous devons sortir du système d'alternance gauche-droite tous les cinq ans. Les seuls à qui nous pouvons faire confiance pour mener une politique qui défendent nos intérêts, c'est nous-mêmes, jeunes, salariés,

retraités. Tous ensemble nous sommes plus forts que les cliques politiques du PS et de l'UMP dont le premier souci est de servir les dirigeants du CAC 40. Nous sommes plus forts que l'extrême droite qui attaque ceux qui luttent, chasse les immigrés et renvoie les femmes au foyer. Quand nous bloquons nos bahuts ou nos facs, quand nous occupons nos entreprises et que nous descendons dans la rue, ce n'est plus ni l'administration, ni la police, ni nos patrons qui décident. Ce sont nos décisions qui s'appliquent, celles discutées dans nos Assemblées Générales et nos comités de luttes. C'est à partir de ces mouvements, de cette force que nous pouvons développer un autre pouvoir. Un pouvoir qui soit aux mains de tous et qui serve à dégager la minorité qui nous dirige, qu'elle soit à la tête de l'Etat, de la police ou de nos entreprises. C'est une révolution qu'il nous faut, pas moins, pour mettre en place un réel changement.

Et c'est ce que cherchent à construire les militants du NPA : une organisation qui cherche à développer les résistances, les luttes, car nous pensons que c'est d'elles que viendront les réels changements. Et généralisées, elles ont le potentiel de renverser le système

capitaliste. Mais l'histoire ne manque pas de lutte de masses, de grèves générales et de révolutions défaites ou détournées de l'objectif que s'étaient donnés leurs acteurs. La bourgeoisie est organisée, l'Etat est organisé, l'extrême droite l'est aussi, pour se

mesurer à eux les révolutionnaires aussi doivent être organisés. C'est ce que nous tentons de faire au NPA. Y militer, c'est militer dans un Parti qui n'a qu'une obsession, celle de faire la révolution.

Dans ce numéro

Dossier : L'emploi des jeunes

Pages 4-5

Le chômage, c'est la faute à l'école ?
Stagiaires, apprentis, l'esclavage c'est vraiment fini ?
Contrats spécifiques pour les jeunes
Comment imposer l'interdiction des licenciements ?

Théorie : Jeunesse et précarité

Page 6

Éducation

Page 7

Les pseudo créations de postes dans les lycées
Fusion Sud-étudiant/FSE
Assises de l'enseignement supérieur

Funky : Dans la tête de Laurence Parisot Pussy Riot et fière de l'être

Page 8
Page 8

CONTRE TOUS LES CONTRATS PRÉCAIRES



MOBILISONS-NOUS ! **NPA JEUNES**

L'EMPLOI DES

LE CHÔMAGE DES JEUNES, C'EST LA FAUTE À L'ÉCOLE ?

Les jeunes sont touchés de plein fouet par la hausse du chômage.

On atteint des taux de chômage record. Au premier trimestre 2012, le taux de chômage des jeunes s'élevait à 22,5%. La hausse la plus forte (+1,7% en juillet par rapport à juin) est chez les moins de 25 ans qui recherchent un emploi et qui n'ont jamais travaillé. Selon les économistes, cette hausse n'est pas prête de s'arrêter. Même si ces chiffres sont une réalité, ils sont utilisés par les libéraux pour justifier des réformes scolaires destructrices.

La faute à l'école ?

Les libéraux nous font croire que ce taux de chômage serait la conséquence d'une inadaptabilité des jeunes à l'exigence du marché du travail. Leurs diplômes seraient "inadaptés" aux entreprises et c'est pour cela qu'elles

n'embaucheraient pas. Pour « pallier » ce problème, le gouvernement casse petit à petit nos diplômes. Chaque lycée pourra bientôt faire ses propres programmes : le livret de compétences a pour objectif de spécialiser chaque élève selon le projet du bahut, selon les options choisies par le lycéen (ou imposées par le lycée). Le problème de la spécialisation, c'est qu'on a accès à un seul type de travail. A la fac, les licences professionnelles permettent l'accès à une seule entreprise (ex : cadres de rayon à Carrefour) et ne laisse aucune porte ouverte sur d'autres boulots ! Un diplôme n'est qu'un bout de papier. En revanche, un diplôme national a une légitimité qui fait que les employeurs doivent reconnaître ce bout de papier. Avec les licences pro qui débouchent sur une unique entreprise, la valeur de ce papier est réduite. Si l'entreprise nous licencie, le diplôme ne vaudra plus rien.

Alors que les lycéens les plus précaires optent plutôt pour des voies rapides et professionnelles, on peut voir que plus les jeunes font des études, moins ils sont exposés au chômage.

Si le gouvernement fait des réformes si injustes, c'est parce que les capitalistes sont proches du pouvoir politique... Ces réformes permettent aux employeurs d'avoir une main d'œuvre précaire plus flexible. Il est donc facile de nous sous payer et de nous licencier !

En réalité, le chômage s'explique par de nombreux licenciements qui ont permis aux entreprises d'augmenter leurs profits. Les suppressions de postes dans les services publics et les licenciements dans les entreprises permettent de réduire le nombre de salariés et de les faire travailler plus. Par exemple, il est fréquent que les profs se retrouvent obligés de partager

le boulot, en heures supplémentaires, de leurs collègues partis à la retraite !

Le vrai problème est donc la propriété privée : ce sont uniquement les capitalistes qui peuvent nous proposer du travail car ils possèdent les moyens de production (bâtiments, machines, etc.) et nous devons nous adapter à leurs besoins !

Ce qu'il faudrait, c'est imposer l'interdiction des licenciements et le partage du temps de travail. Pour cela, il faudra renverser le système et c'est pour ça que nous devons préparer la contre-offensive dès cette rentrée !

Sisko et Alex (Comité

jeunes 92 nord)

Le mouvement contre le CIP

En 1993, inspiré du rapport Mattéoli qui voit dans le SMIC « une barrière à l'emploi des travailleurs peu qualifiés », le gouvernement Balladur met en place le Contrat d'Insertion Professionnelle (CIP).

Le CIP est alors présenté comme la « solution » au chômage des jeunes.

Il s'agit d'un contrat en CDD pour les moins de 26 ans rémunéré à 80% du SMIC, d'une durée de 6 mois à un an, renouvelable une fois. La rémunération est fixée à 80% du SMIC, moins encore si le contrat est associé à une formation.

Au cours du mois de février-mars 1994, la mobilisation contre le CIP est enclenchée par les étudiants et lycéens, rejoints ensuite par les syndicats de salariés. Les manifestations rassemblent plusieurs centaines de milliers de manifestants, notamment à Lyon et Nantes où la police intervient violemment. L'ampleur croissante du mouvement dénonçant la création d'un « SMIC-jeunes » conduit finalement Edouard Balladur à suspendre définitivement le CIP le 30 mars 1994.

STAGIAIRES, APPRENTIS, L'ESCLAVAGE C'EST VRAIMENT FINI ?

Quand on est jeune il est de plus en plus dur de trouver un boulot stable avec un CDI et de pouvoir s'en sortir. Manger, se loger, même se soigner devient de plus en plus galère. Comme si ça ne suffisait pas, le gouvernement se fiche de nous en nous répétant que le développement des stages et de l'apprentissage est la solution pour s'en sortir.

Stagiaires, apprentis : leur réponse au chômage des jeunes

La droite hier, comme le PS aujourd'hui, tous les derniers gouvernements - en harmonie avec le MEDEF - répondent au chômage des jeunes par la multiplication des périodes de stages et le développement de l'apprentissage dès 14 ans. On nous dit que c'est le meilleur moyen pour que les patrons embauchent des jeunes et que le chômage baisse. En faisant travailler des jeunes pour une misère, il s'agit surtout d'augmenter les profits des capitalistes en faisant baisser le coût du travail. Dans l'enseignement secondaire et supérieur, les dernières réformes ont introduit de plus en plus

de stages dans les cursus en les rendant même obligatoires. Trop souvent ces stages servent à apprendre à faire du café et des photocopies. Hors cursus scolaires, de nombreuses entreprises fonctionnent avec un flux continu de stagiaires qu'elles exploitent. Comme pour les apprentis, c'est une aubaine pour les capitalistes qui disposent d'une main-d'œuvre obligée de fermer sa gueule et qui fait le travail d'un salarié ordinaire. Finalement, cela permet aux patrons de ne pas embaucher en CDI, et loin d'être une solution, ça aggrave encore le chômage.

En finir avec l'exploitation et la précarité !

Au lieu d'offrir le coût de la formation pratique au privé, elle doit être prise en charge à 100% par l'entreprise et non par les lycées et les facs. Nous avons tous droit à un enseignement suffisamment général qui délivre des diplômes de qualité reconnus sur le marché du travail. Nous ne voulons pas aller bosser dès 14

ans et voir nos diplômes s'adapter aux besoins à court termes du MEDEF. Des entreprises exploitent des apprentis, parfois pendant plusieurs années et à bas coût sans aucune embauche à la clé. Il faut imposer l'obligation d'embauche en CDI et à plein temps à tous les salariés en formation. Pour vivre décemment, aucun salaire d'apprenti ou de stagiaire ne doit être inférieur à 1700 euros. Ce sont les luttes de l'ensemble de notre camp

social sur les questions de l'emploi et des salaires qui pourront inverser la tendance. En définitive, il faudra sortir de la logique du profit pour assurer un avenir à chacun d'entre nous. Cela pose évidemment la question de renverser le capitalisme et de qui dirige cette société.

Romain et Damien (Comité

jeunes Reims)



JEUNES

LE PS RESSORT LES VIEILLES RECETTES POUR FAIRE BAISSER LE COÛT DU TRAVAIL

Le gouvernement a annoncé la création à partir de 2013 de 150 000 "emplois d'avenir" essentiellement dans les collectivités territoriales et le milieu associatif. Ces contrats, d'un à trois ans et financés à 75% par l'Etat, s'adressent surtout aux jeunes "peu-qualifiés" de 16 à 25 ans résidant en zones urbaines sensibles. Loin d'être nouveau, ce projet ranime la logique des emplois-aidés testée une première fois en 1984 et remise en route en 1997 par Jospin avec les fameux "emplois-jeunes".

Loin de se transformer en CDI à leur terme, les emplois aidés correspondent en fait à des besoins préexistants. Pour s'en convaincre, le projet du gouvernement prévoit 18 000 "emplois d'avenir professeur" ouverts aux étudiants boursiers de L2 qui se destinent aux concours de

l'enseignement. Ils seront rémunérés 900 euros pour assurer le "soutien scolaire", une solution miracle pour combler les dizaines de milliers de suppressions de postes !

Les "emplois d'avenir" nous rappellent aussi le contrat première embauche (CPE) de 2006, permettant aux patrons d'embaucher pour une durée de deux ans des jeunes jetables au terme de leur contrat, ou encore, le contrat d'insertion professionnelle (CIP) de Balladur en 1994, prévoyant des contrats temporaires de six mois à un an rémunérés à 80% du SMIC ; tous deux abandonnés suite aux mobilisations sociales.

Autre dispositif pour faire de la jeunesse la priorité du nouveau président : le contrat de génération, lui aussi prévu pour 2013. Il permettrait

aux entreprises embauchant en CDI un jeune, placé sous le tutorat d'un senior, de bénéficier pendant cinq ans d'exonérations de charges sur les deux salaires (totale pour celui du jeune, partielle pour le senior). Encore des cadeaux faits aux patrons sous prétexte qu'ils embauchent des jeunes ! Déjà en 1977, le "pacte pour l'emploi des jeunes" de Raymond Barre prévoyait des exonérations de cotisations pour les entreprises accueillant des jeunes stagiaires. Depuis, les cadeaux fiscaux de ce type foisonnent.

Le "chômage des jeunes" justifierait les mesures spécifiques. La formule "un jeune sur cinq est au chômage" est martelée partout. Cette propagande, largement faussée (les chiffres de l'INSEE ne prennent pas en compte que deux-tiers des 15-24 ans sont en formation et sont donc peu à rechercher ou exercer

un emploi à plein temps), masquent le fléau principal de la jeunesse : la précarité. Pire, les mesures prises ont justement pour objet de généraliser la précarité au profit des entreprises. Avec Hollande, la précarité a le vent en poupe et le changement, ce n'est pas pour maintenant.

A l'heure des licenciements de masse et de la casse des services publics, seul le partage des richesses peut nous permettre de travailler toutes et tous dans de bonnes conditions. Il faudra nous battre contre les contrats qui discriminent et nous divisent pour mieux nous exploiter en réclamant un CDI pour toutes et tous, l'interdiction des licenciements, la création des postes nécessaires dans l'éducation, la santé, les transports, etc.

Raph (Comité jeunes Paris 1)

PARTAGE DU TEMPS DE TRAVAIL, PARTAGE DES RICHESSES, INTERDICTION DES LICENCIEMENTS !

Les capitalistes font payer aux jeunes et aux travailleurs la facture de la crise de leur système et ce de manière concrète, avec la vague de licenciements et le chômage en constante augmentation. Une avalanche de licenciements est annoncée pour la rentrée, ils ont été soigneusement cachés pendant la présidentielle pour éviter que le débat ne dévie sur ce sujet. Selon la liste noire dressée par la CGT, ce sont 450000 emplois qui sont en danger : la liste est longue, PSA, Air France, Goodyear, Arcelor, Areva, Carrefour et rien que 12000 dans la grande distribution ! D'immenses « plans sociaux » sont en préparation à la SNCF, chez Renault et à la Poste...

Pour nourrir ses actionnaires, et maintenir ses profits, le patronat n'hésite pas à licencier massivement. Et le gouvernement ne s'y oppose pas. Pire. L'État accorde de multiples subventions aux entreprises sans

aucun contrôle sur cet argent qui va directement dans la poche des patrons et ne les empêche pas de détruire des emplois. Face à cette misère grandissante, la lutte pour l'interdiction des licenciements n'en devient que plus urgente.

Une proposition de loi du Front De Gauche pour interdire les licenciements boursiers a été repoussée : pour les entreprises qui font du profit et qui licencient quand même et pour imposer un remboursement des aides publiques dans ce cas. Mais sous le système capitaliste, il n'est pas possible d'interdire tous les licenciements. Les capitalistes n'accepteront jamais qu'on leur retire ce droit de vie et de mort sur leurs salariés.

Partage du temps de travail !

La développement du chômage est une

menace constante pour les travailleurs qui acceptent le pire (augmentation des cadences, de la productivité, dégradation de leurs conditions de travail...) pour garder leurs emplois. Ce système se sert des travailleurs comme une variable d'ajustement.

Un travail pour tous est un droit fondamental. Sous un système contrôlé par la majorité, les jeunes et les travailleurs pourraient imposer une répartition du travail disponible entre tous-tes les travailleurs-ses pour ainsi éliminer le chômage et permettre à tous de vivre dans des conditions décentes sans perte de salaire. Ce serait travailler moins, pour travailler tous !

Pas d'avenir sous ce système !

A quoi bon se battre pour obtenir un diplôme de qualité qui nous protège

sur le marché du travail s'il n'y a pas d'emplois ou seulement un travail précaire ? Nous avons les mêmes intérêts que les travailleurs qui se battent aujourd'hui pour préserver leurs emplois. Pour pouvoir imposer à la classe dominante le partage du temps de travail, nous ne devons compter que sur nos propres forces en commençant par lutter contre chaque licenciement et en faisant converger toutes les luttes pour imposer nos revendications et renverser le rapport de force. Le capitalisme n'offre aucun avenir aux jeunes et aux travailleurs. Dès la rentrée nous devons organiser la résistance dans nos quartiers, nos facs, nos lycées, nos usines pour imposer une autre répartition des richesses, un emploi pour tous et toutes et des conditions de vie décentes !

Inès et Maève (Comité jeunes Rouen)

Le mouvement contre le CPE

Le CPE était un type de contrat de travail prévu par l'article 8 de la loi sur l'Égalité des Chances.

Ce contrat était assorti d'une « période de consolidation » de deux ans durant laquelle l'employeur pouvait rompre le contrat de travail sans en donner le motif. Si le salarié rompait le contrat durant la période de consolidation, il était considéré comme démissionnaire et n'avait pas droit au chômage.

Le 19 janvier 2006, dans un appel commun des organisations de gauche (syndicats, associations et organisations politiques) un collectif de lutte contre le CPE est créé, appelant à sa déclinaison ce qui sera fait dans la plupart des grandes villes.

La revendication première du mouvement est le retrait de l'ensemble de la loi dite « pour l'égalité des chances », comprenant également le Contrat Nouvelle Embauche (CNE) et l'apprentissage à 14 ans. D'autres revendications sont ensuite énoncées : l'emploi stable pour tous et le retrait des contrats précaires, le réengagement de l'État dans le service public universitaire, le retrait du « pacte pour la recherche », l'arrêt du traitement répressif des mouvements sociaux, l'amnistie des lycéens ayant participé au mouvement contre la loi Fillon et des personnes poursuivies suite aux émeutes de novembre 2005.

Le 18 février 2006, une Coordination Nationale d'Étudiants se tient à Rennes II pour lancer le mouvement, qui prend ensuite de l'ampleur. Le 17 mars 2006, 39 universités sont en grève, et des manifestations rassemblent entre 400 000 et un million de personnes. Jusqu'à 86 universités auront été en grève. La mobilisation sera également massive sur les lycées.

Le 19 mars, les syndicats de salariés « brandissent la menace de la grève générale », après avoir lancé un appel solennel au retrait du CPE.

Le 28 mars, mobilisation record : 3 millions de manifestants. Les défilés sont massifs, 30% des fonctionnaires étaient grévistes. Mais le gouvernement refuse de céder.

Le 2 avril, la loi sur l'égalité des chances paraît au journal officiel. Le 4 avril, nouvelle journée de mobilisation massive, 3 millions de manifestants.

Le mouvement contre la « loi sur l'égalité des chances » aura été impulsée par la jeunesse étudiante et lycéenne. C'est quand les syndicats de salariés l'ont rejoint qu'il est réellement devenu massif. Le retrait du CPE a été obtenu à un moment où le mouvement était déjà en reflux.

JEUNESSE ET PRÉCARITÉ

Les mouvements de jeunes se sont multipliés sur toute la planète ces deux dernières années. Des mouvements étudiants chiliens et québécois, aux mouvements des indignés en Espagne et en Grèce, en passant par les émeutes londoniennes de l'an passé, les jeunes de tous les pays ont montré leur refus d'être la génération sacrifiée par la crise. Les causes de cette colère sont innombrables. Si les attaques contre l'éducation pleuvent, les perspectives d'avenir sont bouchées. En Europe, 5,5 millions de jeunes sont au chômage. L'inactivité forcée des jeunes atteint des records : 23% en France, et jusqu'à 53% en Grèce et en Espagne ! Dans des pays déjà confrontés à l'austérité généralisée, plus d'un jeune sur deux subit la galère du chômage et de la précarité. C'est ce même chômage des jeunes qui poussa au désespoir un jeune tunisien, qui en s'immolant provoqua l'étincelle qui mit le feu aux poudres de tous les pays arabes. En France, les capitalistes cherchent à réadapter leur production à une période de crise. 400 000 suppressions d'emploi sont prévues dans le secteur privé pour les six prochains mois. C'est l'illustration d'une période où l'avenir est bouché pour les jeunes. Face à ça, le gouvernement de François Hollande ressort les vieilles recettes : prendre prétexte du chômage des jeunes pour proposer des contrats précaires. Les contrats d'avenir et de génération nous rappellent le Contrat Première

Embauche de Villepin en 2006. Si la situation des jeunes est réellement difficile, comme on le verra, les contrats précaires ne font que la dégrader.

La précarité des jeunes

Le taux de chômage chez les 18-24 ans est de 22%, de même que le taux de pauvreté (contre 12% des 25-29 ans et 13% pour le reste de la population). Les découverts bancaires atteignent 25%. 17% des jeunes sont dans une extrême précarité : en majorité des hommes arrivés depuis peu en France sans titre de séjour. On trouve aussi des jeunes français en rupture familiale ou sans famille et n'ayant pas 25 ans, donc pas droit au RSA, ils sont dans une extrême pauvreté car sans ressources et sans droits (si ce n'est l'aide médicale de l'État), ils n'ont pas accès au logement, vivent dans la rue, en squat ou chez des proches. Sans familles ou éloignés de leur familles, ils ne peuvent compter que sur les associations pour une aide administrative ou matérielle. Il est à remarquer que 20% des 18-21 ans n'habitent plus chez leurs parents, ainsi que 61% des 22-25 ans. 21% des jeunes sont sans ressources propres, ils sont en recherche d'emploi, étudiants ou en formation professionnelle, issus des classes défavorisées, en rupture familiale, ils ne peuvent bénéficier d'un soutien familial suffisant. Ils ont d'énormes difficultés à accéder à un logement stable. Le revenu moyen des jeunes est de 784 euros.

La casse des droits collectifs

En période de crise, le Capital a besoin d'adapter les droits des salariés à ses besoins. Quand on parle de flexibilité, c'est de la casse du cadre collectif du droit du travail. C'est une attaque centrale, qui prend des formes différentes mais qui est commune à l'ensemble des salariés.

Une de ces formes est le travail sans contrat de travail : le travail au noir, mais surtout les stages. Très peu de lois les limitent. Les stages sont rémunérés à 30% du Smic au-delà de deux mois de stage, c'est de l'esclavagisme moderne. On est passé de 80000 stagiaires il y a quelques années à 1,5 millions en 2010. La plupart des stagiaires sont employés par des entreprises pour effectuer un travail qui pourrait être réalisé par un salarié.

Mais la forme principale pour individualiser les salariés c'est la diversification contractuelle : on assiste à une prolifération des types de contrats précaires à la place des CDI et du statut de fonctionnaire. Théoriquement, le CDD ne peut remplacer qu'une absence temporaire d'un employé ou répondre à une augmentation ponctuelle de la charge de production. Un CDD ne peut remplacer un ou plusieurs postes fixes. Mais dans la pratique de nombreux

salariés, en particulier les jeunes enchaînent les CDD au même poste.

La multiplication des contrats et statuts précaires : le travail jeune

Les contrats précaires tendent à se généraliser, en particulier pour les jeunes. Les capitalistes justifient cette démarche par un « statut naturel » des jeunes. 50% des contrats précaires en France sont occupés par des moins de 25 ans. Cette situation est justifiée idéologiquement par le statut spécifique des jeunes : inexpérimentés, encore en formation, plus flexibles (compétences, attaches économiques, familiales, géographiques). Cela répond à un besoin particulier du capitalisme, une place dans l'appareil de production que la jeunesse occupe, celle de variable d'ajustement. C'est la possibilité pour un employeur d'adapter la quantité de salariés à ses besoins. L'intérim est un bon exemple de cette situation de variable d'ajustement. Ce type de contrat va plus loin que le CDD et permet de répondre rapidement aux besoins et aux demandes de main d'œuvre. Il ne peut normalement pas avoir pour objet de pourvoir durablement un emploi lié à l'activité normale et permanente de

la boîte, mais comme pour le CDD cette règle n'est pas respectée.

Le gouvernement veut mettre en place les emplois d'avenir à partir du 1er janvier 2013. Ils seront réservés aux 16-25 ans n'ayant pas fait d'études ou jusqu'au Bac. 100000 sont prévus en 2013 et 50000 en 2014. Il s'agit de contrats à temps plein, CDI ou CDD d'un an, renouvelables sur trois ans. Ils sont financés par l'état à 75% pendant 3 ans, le reste est pris en charge par l'employeur. Seulement au bout de trois ans, l'état cesse de financer le contrat. L'employeur a le choix : payer le salarié plein pot ou embaucher un autre jeune en contrat d'avenir. La plupart des jeunes risqueront donc de se faire jeter au bout de leurs trois ans.

Pour enrayer la précarité de la jeunesse, il faut en finir avec cette situation de variable d'ajustement. Les jeunes doivent avoir les mêmes droits que les salariés : la stabilité de l'emploi, un salaire décent, des conditions de travail et de formation de qualité. Pour cela nous défendons les mêmes revendications pour les jeunes que pour les salariés : l'interdiction des licenciements et des contrats précaires, la création d'un million de postes dans la fonction publique et l'augmentation du SMIC à 1700 euros.

INTERVIEW : FLORIAN DU COLLECTIF CGT CHÔMEURS PRÉCAIRES DE CLERMONT-FERRAND

Issus d'une génération étudiante qui a impulsé de nombreux mouvements sociaux ces dernières années (CPE, LRU, masterisation, retraites), nous sommes nombreux à nous être retrouvés inscrits à Pôle Emploi, une fois nos études terminées. Nous avons donc frappés à la porte de la CGT, pour lutter collectivement contre la précarité.

Nous pensons que les problématiques liées à la précarisation du travail ne sont pas l'affaire des seuls précaires, mais de l'ensemble du salariat. Nous avons donc formé un collectif Chômage-Précarité qui rassemble tous les adhérent-e-s CGT qui veulent lutter sur ces questions.

A l'heure actuelle, après 6 mois d'existence, notre syndicat compte une vingtaine de militants, auxquels s'ajoutent une vingtaine de contacts qu'il nous faut relancer.

Notre première action a été de mettre en place une permanence précaires-privés d'emploi, rendez-vous hebdomadaire dans notre local pour préparer les luttes et informer les précaires sur leurs droits (une retraitée de Pôle Emploi nous assiste dans cette tâche).

Symboliquement, nous avons marqué la création de notre syndicat par l'occupation d'un Pôle Emploi de Clermont, et la distribution de plusieurs



milliers de tracts sur la situation du chômage en Auvergne.

Nous avons ensuite agis avec d'autres syndicats CGT en apportant notre soutien à la lutte pour la sauvegarde des emplois (communiqué de presse et présence sur les piquets de grève), avec l'UNEF (campagne en direction des étudiants salariés, et distribution du guide produit par le national pour les travailleurs saisonniers avant les vacances), mais aussi avec des

associations locales comme le DAL, Chôm'actif et les squats autogérés autorisés par la ville de Clermont.

Pour nous faire connaître le plus largement possible, nous avons, au printemps, diffusé massivement un 4 pages de présentation, et des affiches. Nous avons aussi une chronique hebdomadaire d'une dizaine de minutes sur Radio Campus Clermont.

Pour notre syndicat, la rentrée s'annonce chargée, car la cure d'austérité que nous prépare le gouvernement socialiste avec la ratification du pacte budgétaire européen va conduire à une précarisation croissante des conditions de travail et de vie, et seule la riposte du mouvement social pourra enrayer ce processus. Nous participons donc pleinement au collectif pour un audit citoyen et nous serons à la manifestation du 30 septembre à Paris.

Nous allons fortement mettre l'accent sur la journée du 9 octobre, car cette date correspondra à l'inscription du 100 000^{ème} auvergnat à Pôle Emploi. Nous avons d'ores et déjà acté d'organiser quelque chose à Clermont (rassemblement, occupation d'un Pôle Emploi ou de la direction de Pôle Emploi... à voir), que nous conclurons en soirée musicale ouverte à tous (parce qu'un 100 000^{ème} chômeur, ça s'arrose!).

Nous réfléchissons aussi à une campagne spécifique en direction des salariés de la restauration rapide. Beaucoup ne savent pas que la démission d'un CDI entraîne la perte des droits au chômage, et nous voulons leur proposer en privé des solutions alternatives comme l'abandon de poste pour être licenciés.

Enfin, nous nous préparons aussi au 50^{ème} Congrès de la CGT, où nous pensons qu'il est crucial de mettre l'organisation des précaires au cœur de l'action de l'ensemble de la CGT.

ASSISES DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE, OU L'UNIVERSITÉ AU SERVICE DU CAPITAL

L'illusion du changement

Le 11 juillet, Geneviève FIORASO, Ministre de l'ESR, a appelé à la tenue d'assises nationales. Le site du ministère indique qu'« après une phase de consultation nationale de juillet à septembre, des assises territoriales se réuniront en octobre, puis les assises nationales fin novembre et le rapport sera rendu en décembre » pour aboutir à des décisions gouvernementales. Trois thématiques sont données : agir pour la réussite de tous les étudiants, donner une nouvelle ambition pour la recherche, concevoir le nouveau paysage de l'ESR. Mais que doit-on en attendre? Primo, un quart des universités seront en déficit à la fin de l'année et le ministère de l'ESR sera soumis comme les autres à une baisse de 7% de son fonctionnement en 2013 et de 4% les deux

années suivantes. Secundo, alors que le secteur universitaire reste traumatisé par l'ère Sarkozy, il n'y a pas de remise en cause de l'architecture mise en place par l'équipe précédente, notamment de la loi LRU qui soumet les universités aux méthodes de management jusque-là réservées au secteur marchand.

Des universités au service du secteur privé et des patrons

Ces assises s'inscrivent au contraire dans la lignée néolibérale des traités de Bologne et de Lisbonne, adoptés par le gouvernement Jospin, visant à mettre l'ESR au service de la compétitivité et de la croissance économique européenne. Cela passe par une mise en concurrence des universités aux

échelles nationales et régionales. Pour le PS, la « nouvelle ambition pour la recherche » se traduit par des axes de réflexion tels que la coopération entre secteurs public/privé et le transfert de l'innovation vers les secteurs marchands. Les axes proposés pour la conception d'un « nouveau paysage de l'ESR » remettent en cause les conseils d'administration composés majoritairement d'élus et invitent à repenser la gouvernance des universités, l'organisation territoriale de l'ESR, l'évaluation des équipes et des établissements. Car l'enjeu est bien le pilotage des universités qui sera à terme, comme dans le modèle anglo-saxon, non plus commandé par le CA mais par un groupe de managers professionnels composé de donneurs d'ordres externes tels que pouvoirs publics et financeurs privés, prenant les décisions stratégiques et financières. C'est ce que Mme

FIORASO appelle le « sénat académique », qu'elle veut mettre en place pour contrer le pouvoir important du président d'université.

La précarité étudiante accentuée ?

Pire encore. Hollande a réussi à convertir une majorité du peuple au dogme de la rigueur. Dans ce contexte, les étudiants sont plus que jamais menacés par une augmentation substantielle des frais d'inscription, recommandée par l'OCDE. La revalorisation des bourses promise par le PS n'est donc qu'une parade pour mieux faire passer cette réforme d'actualité dans les pays industrialisés, comme en témoigne le Printemps Érable au Québec.

FIORASO DANS LA DROITE LIGNE DE PÉCRESSE POUR ACCÉLÉRER LA MARCHANDISATION DES FACS !

Geneviève Fioraso, la ministre de l'enseignement supérieur, a donné les grandes lignes de ses projets pour les universités dans une interview au journal Médiapart à la fin du mois d'août. Le moins que l'on puisse dire, c'est que Péresse, l'ancienne ministre de Sarkozy, a trouvé une véritable héritière pour continuer à mener sa politique de privatisation rampante des universités.

Tu es étudiant dans une petite université avec un nombre restreint de camarades dans ta filière ? Tu te disais que l'université te servirait à étudier et découvrir une matière qui te passionne ? Dans l'université de demain c'est fini : « Des masters à six élèves, est-ce que c'est sérieux ? On peut se le demander. Avoir du portugais dans toutes les universités, est-ce indispensable ? J'adore le portugais, mais avoir une discipline rare dans

toutes les universités, ce n'est peut-être pas utile. » dit la ministre.

Cela donne le ton. Geneviève visiblement n'aime pas la langue de bois. Revenons point par point sur ce qu'elle prépare.

Sur les aides sociales d'abord. Hollande parlait durant sa campagne de mettre en place une allocation d'autonomie pour tous les étudiants. Cette revendication est portée par de nombreuses organisations dont le NPA. Son but est d'avoir un présalaire pour tous les étudiants afin de pouvoir faire ses propres choix et ne pas avoir à se salarier pour financer ses études. Sauf que pour la ministre cette « allocation d'autonomie » est sous condition de ressources, en fait comme les bourses qui sont sur critères sociaux donc là aussi pas de changement à l'horizon.

Concernant la non sélection des étudiants à l'entrée de l'université ; droit qui, malgré des entorses de plus en plus nombreuses dans les facs, n'a pas encore été supprimé, là aussi, il faut s'attendre au pire. Pour comprendre la ministre, il faut remplacer le terme sélection par orientation, selon ses dires. Une fois qu'on a fait cette petite gymnastique, c'est très inquiétant car elle parle en effet de revoir l'orientation pour les Bac pros ou technos. Un premier pas avait été franchi avec le gouvernement précédent, lui aussi parlant « d'orientation active » afin d'éviter le terme qui fache mais en cherchant là aussi à écarter les étudiants de la seule structure accessible à tous après le BAC.

Sur la structure, la gouvernance et le lien entre les entreprises et les universités, Fioraso avait parlé de

« remettre à plat la LRU ». Ce n'est que du vernis car ce gouvernement joue la même musique que le précédent. Plutôt que de financer selon les besoins, ce sont des financements par contrats (lire « objectifs ») qui vont être développés. De même, pour la ministre l'argent existe (rappelons que la moitié des universités risquent d'être en déficit à la fin de l'année selon le SNESUP) à condition de faire des redéploiements, mutualiser les moyens. En traduction du langage managérial, cela signifie fermer des filières, restructurer des UFR en limitant l'offre de formation, flexibiliser les personnels. Enfin, sur les entreprises qui financent des formations via les fondations notamment, il n'est pas question de revenir là dessus.

La conclusion est claire : non seulement la ministre ne va pas revenir sur les attaques de Péresse comme la LRU,

les suppressions de postes, la réforme de la masterisation des concours... mais en plus elle s'attèle à continuer les chantiers en cours. La nuance est simplement qu'elle compte mieux gérer cela que sa précédente. Alors ceux qui se réjouissent du « retour du dialogue social », qui croient benoîtement que les assises de l'enseignement supérieur (prévues de septembre à novembre) vont permettre de changer les choses, qu'on pourrait convaincre le gouvernement, se font de doux rêves. Pour contrer ces réformes, il faut se mobiliser et ce ne sont pas les raisons qui manquent lorsque l'on voit les conséquences concrètes de l'austérité sur les facs !

Benko (Comité jeunes Le Mans)

LES PSEUDO CRÉATIONS DE POSTES DANS LES LYCÉES

Les 5 ans de Sarkozisme ont laissé de profondes traces dans les lycées. Les 8000 suppressions de postes pour la rentrée 2012 ont encore une fois des conséquences désastreuses :

les fermetures de classes et de filières (notamment les filières littéraires) dans beaucoup de lycées, mais aussi les classes surchargées (entre 30 et 35 élèves par classe dès la seconde)

et enfin la suppression de beaucoup d'options (notamment les options littéraires, artistiques et culturelles qui ne sont pas des options « rentables » selon eux) ou encore des situations dans lesquelles les lycéen-ne-s doivent aller une fois par semaine dans un autre établissement que le leur afin de pouvoir faire l'option qu'ils souhaitent. Mais le gouvernement Sarkozy n'est pas le seul à blâmer. Le parti socialiste met lui aussi en place l'austérité (de gauche !) et utilise la crise comme alibi à toutes ses mesures.

Et si dans sa campagne présidentielle Hollande disait vouloir faire de l'éducation sa priorité, dans les faits il fait lui aussi payer la crise aux jeunes et aux travailleur-se-s : en effet la première mesure d'urgence pour l'éducation aurait dû être de remettre en place les 8000 postes supprimés pour la rentrée 2012 et de créer de nouveaux postes pour remettre les

lycées à flots et permettre aux lycéen-ne-s d'avoir de meilleures conditions d'enseignement. Mais les créations de postes promises pour la rentrée sont loin d'être mises en place, les annonces pleines d'illusions sur les créations d'emplois dans l'éducation nationale ne sont en fait qu'un redéploiement au détriment d'autres services publics! Et déshabiller l'un pour habiller l'autre n'est vraiment pas une solution !

Par ailleurs, sur les créations d'emplois annoncées par le PS pour la rentrée, seulement 283 concernent réellement des postes de professeurs. En revanche on voit la création de 500 postes d'équipes de sécurité pour les lycées, ce qui montrent bien que le gouvernement actuel continue sur la lancée du précédent en faisant entrer des agents de sécurité dans les établissements scolaires. En effet les lycéens sont victimes d'un véritable harcèlement sécuritaire, que

ce soit par les flics aux entrées des établissements, les officiers référents ou les casses de blocages de lycées par les CRS pendant les mouvements de grèves (par exemple pendant celui des retraites). On voit en cela une véritable volonté du gouvernement de contrôler et de réprimer la jeunesse.

Les conditions d'études des lycéen-ne-s se dégradent donc encore et on peut maintenant voir que cela n'est pas le PS qui va les améliorer, malgré ses multiples promesses de campagne. Les illusions créées par l'élection d'un gouvernement de gauche tombent peu à peu ; on comprend alors que c'est dans la rue que ça se passe, qu'il va falloir arracher ce que l'on veut et non l'obtenir par un bulletin dans une urne !



DANS LA TÊTE DE LAURENCE PARISOT

Jean-Marc AYrault fraîchement nommé Premier ministre du Gouvernement de François Hollande a été invité à l'université d'été du Medef, le syndicat des patrons, qui se tenait fin août à Jouy-en-Josas. Nous retranscrivons l'invitation téléphonique de Laurence Parisot, présidente du Medef à Jean-Marc AYrault.

Bonjour, mon très cher Jean-Marc, je viens aux nouvelles. Comment vont ta charmante compagne et tes délicieux enfants ? Félicitations pour ta nomination comme premier ministre, tu as été plutôt bon pendant la campagne présidentielle. C'est vrai que Sarkozy on l'aimait bien... Après tout il avait réussi à faire passer tout notre programme pendant son quinquennat. Mais moins de 30 % dans les sondages, ça devenait trop craignos pour mener notre politique avec lui.

Je voulais t'inviter à l'université du Medef, comme on ne te connaît pas encore beaucoup ça permettra de discuter un peu. Parce que, entre nous : sur les thèmes de campagne de Hollande, on sait bien qu'on était plutôt d'accord. Les soi-disant débats avec Angela Merkel, on a bien vu que c'était du flan. Le pacte pour la croissance, si ça veut dire donner des aides aux entreprises, on signe des deux mains ! Et puis le nouveau traité pour imposer l'austérité en Europe, ça va dans le même sens : faire payer la crise aux jeunes et aux salariés pendant que nous on s'en met plein les poches. Avec Sarkozy, on aurait risqué un grand mouvement contre nous, mais toi comme t'es de gauche, ça passe mieux. A et d'ailleurs j'ai une proposition de slogan pour ta prochaine campagne : les acquis sociaux, avec Flamby, à décoller c'est plus rigolo !

- Et puis avec tes contrats d'avenir, tu as fait mieux que nous. Faire passer un contrat précaire pour les jeunes pour un CDI, nous en 2006 on n'avait pas réussi. On a voulu faire passer le contrat première embauche avec une période d'essai de 2 ans où on pouvait jeter les jeunes sans motif ni indemnités. Le tien, il est mieux, un CDI qui dure 3 ans finalement c'est mieux et en plus on ne paye qu'un quart du salaire du jeune. Comme je disais à l'époque, la vie, la santé, l'amour sont précaires, pourquoi le travail échapperait à cette loi ? Ton ministre Michel Sapin, il est sympa, il sait comment enguirlander les jeunes, nous avec le CPE on s'était pris une belle bûche. Mais attention quand même, si les jeunes se rendent compte que ton contrat il sent le sapin, on va avoir une grève sur les bras avant Noël et on aura les boules.

- Faudra que tu gères aussi sur les licenciements, parce que ce coup-ci on va mettre le paquet ! On a prévu 40000 suppressions d'emploi d'ici 2013 ! On avait un peu levé le pied avant les élections présidentielles pour faire repasser Sarko, mais ça ne lui a pas suffi. Mais bon comme tu prévois de faire pareil dans la fonction publique en ne remplaçant qu'un fonctionnaire sur 3 qui part en retraite, ça les fera un peu relativiser.

Surtout qu'on aura bien besoin de ton soutien pour pouvoir lourder tout le monde à PSA. Même si les directions des grosses centrales syndicales préfèrent boire le café dans tes bureaux, les gauchistes du NPA et de Lutte Ouvrière vont essayer de nous la mettre à l'envers. Si les ouvriers commencent à croire qu'ils peuvent se révolter, ils vont finir par se présenter à l'élection présidentielle... Après tout, un ouvrier, c'est fait pour fermer sa gueule ! Mais bon on peut les comprendre, quand on voit le chiffre d'affaire qu'on s'est fait cette année : 73 milliards d'euros ! Le smicard il peut toujours essayer : « on se retrouve dans 4 millions d'années sur le yacht de Bolloré ! »

Au début on s'est un peu inquiété quand tu nous a mis Arnaud « le gauchiste du PS » Montebourg au Ministère du redressement productif. Alors on se doutait bien qu'il n'allait pas nous exproprier... mais on était vachement contents quand on a vu qu'il conseillait aux syndicats de PSA d'être « responsables ». Il est plein d'avenir ce petit jeune ! Bientôt il aura assez pris la confiance pour aller redresser les salariées de Sodimédical qui attendent d'être payées depuis 2 ans : « Plus de salaires ? Et bien il faut se forcer : Pour votre boîte maintenant c'est la clé sous la porte et pour vous c'est du balai ! Le boulot il va falloir le chercher ailleurs. »

- Et puis bon, de toute façon, les salariés, qu'ils essayent donc de l'ouvrir : on les remplacera par des sans-papiers payés trois fois moins. Pour eux c'est pile je gagne, face tu perds. D'ailleurs c'est plutôt bien que vous ayez mis Manuel Valls au Ministère de l'intérieur. Avec lui on est sûr que les expulsions de sans-papiers vont continuer : Avec

les Roms, c'était du lourd... Et même plus lourd que Sarko. Mais c'est vrai que déjà à Evry il préférait les blancs, les whites et les blancsos. Et avec tout ce racisme, les salariés seront plus occupés à se plaindre des étrangers qu'à se battre contre nous. Tout le monde y gagne : vous comme nous.

- Bon du coup, on est d'accord ? tu viens à l'université d'été ? On te paye le billet de train. On peut bien faire ça, vu toutes les exonérations et les cadeaux que vous nous faites depuis 30 ans, avec Mitterrand et Jospin. 170 Milliards par ans, ça t'en fait des allers-retours Paris - Jouy-en-Josas... Et en première Classe si tu veux ! On offre même les Pringles. En échange comme on est sympas, on vous laisse vous endetter auprès de nos banques pour combler le déficit budgétaire. Les exonérations d'impôts d'un côté et les intérêts de la dette qu'on récupère de l'autre : c'est le double effet kiss cool ! Si on ne savait pas que vous étiez de gauche, on aurait pu croire que vous le faites exprès. Alors la dette tu la creuses, tu la creuses... mais maintenant pour faire tourner ton Etat, t'es bien obligé de nous emprunter de l'argent. Avec ça même si tu voulais faire une vraie politique de gauche, augmenter les salaires, interdire les licenciements ou régulariser tous les sans-papiers : je te préviens on coupe le robinet et on arrête tout de suite les frais. De toute façon ça fait plus de 200 ans qu'on est au pouvoir, on a viré les nobles, on a mis l'Eglise au pas, on a résisté à la Commune, au Front Populaire et à Mai 68, ce n'est quand même pas une révolution par les urnes qui va nous faire peur. Par contre faut qu'on fasse gaffe, tant qu'il n'y a qu'un seul ouvrier qui se présente aux élections, ça passe... c'est quand ils s'y mettent tous que c'est un problème !

- Bon sur ce, je te laisse, on se revoit bien la semaine prochaine. Je suis convaincue que nous apprécierons ton discours d'ouverture... Ah ah c'te blague ! On sait bien que c'est moi qui l'ai écrit de toute façon. Je le faxe demain à ta secrétaire, comme prévu.

PUSSY RIOT ET FIÈRE DE L'ÊTRE

Le 17 août dernier à Moscou, Londres, Berlin, Paris, Sydney et bien d'autres villes encore se rassemblaient des centaines de personnes pour demander la libération de 3 jeunes femmes. Ces trois militantes féministes devenues symbole d'une génération contestataire sont Nadejda Tolokonnikova (22 ans), Maria Alekhina (24 ans) et Ekaterina Samoutsevitch (30 ans) emprisonnées en Russie qui forment avec 2 autres membres les désormais fameuses Pussy Riot.

Tout débute le 21 février 2012 dans la Cathédrale du Christ-Sauveur, siège du patriarcat orthodoxe, où ce groupe punk-rock organise une prière intitulée « Marie mère de Dieu - chasse Poutine » et entament une chanson où elles demandent entre autre que la « Sainte Marie mère de Dieu, deviens féministe ».

En pleine campagne présidentielle et pendant la montée de la vague de protestation contre les fraudes déjà entraperçues, le parti au pouvoir Russie Unie dont l'actuel

président n'est autre que Poutine lui-même décide d'en faire un exemple.

Sentant un certain appui d'une partie de la population qui compte près de 70% de chrétiens orthodoxes, les chefs d'inculpation se multiplient inexorablement pour former pas moins de 3000 pages d'enquête avec pour principal grief « hooliganisme motivé par la haine religieuse ». Sept ans de détention ont été demandés contre elles, le procureur en avait demandé trois ans. La présidente du tribunal a tranché pour deux ans dans des camps de détention sorte de goulag version XIXème siècle.

Bien que cette condamnation soit déjà grave en soi il faut la ramener dans son contexte. Depuis l'accession au pouvoir de Vladimir Poutine en 1999 ce sont plusieurs dizaines de milliers d'opposants politiques qui ont été arrêtés et pour la plupart condamnés à plusieurs années de camps pour simple délit de liberté d'expression. Pour les pires des cas cette répression se transforme en assassinat comme

en 2009 pour la journaliste politique Natalia Estemirova enlevée à son domicile et abattue froidement le même jour alors qu'elle menait une enquête sur des violations des droits de l'homme en Tchétchénie.

Ce régime dégénéré, totalitaire et dictatorial multiplie également les lois liberticides. En effet en à peine un mois après la promulgation de la loi limitant sévèrement le droit de manifester, le parlement russe, sur ordre du Kremlin, a adopté, en un temps record, deux autres lois sur la censure sur Internet et sur l'encadrement des ONG (toute organisation politique recevant une aide financière de pays extérieurs est considérée comme étant un « agent de l'étranger »).

Il est grand temps de dire stop ! Quand les droits humains sont piétinés, quand c'est le peuple qu'on assassine, quand ce sont les acquis de la première révolution de l'histoire qui sont bafoués nous devons nous lever et dire fièrement « Nous sommes tous et toutes des Pussy Riot ! ».



Septembre 2012

www.npa2009.org

http://npa.jeunes.free.fr

contact-jeunes@npa2009.org

L'ÉTINCELLE ANTICAPITALISTE

**L'étincelle
anticapitaliste**

**Journal des jeunes du
NPA - De la révolte à la
révolution**

**Revue publiée par
le secteur jeunes
du Nouveau Parti
Anticapitaliste**

Directeur de publication : Jean
Baptiste Tondu

Impression : Rotographie -
Montreuil.

Numéro ISSN : en cours.

Numéro de commission
paritaire : en cours.

Tirage : 1000 exemplaires.



Abonnez-vous ! Prenez contact !

Nom Adresse Ville

Prénom Téléphone

Statut : Code postal e-mail

Envoyez à NPA Jeunes, 2, rue RICHARD LENOIR, 93 100 MONTREUIL
CONTACT-JEUNES@NPA2009.ORG // RÉDACTION : ETINCELLE.ANTICAPITALISTE@GMAIL.COM
NPA.JEUNES.FREE.FR // 01 48 70 42 30

- Je veux m'abonner au JOURNAL (à PARTIR DU NUMÉRO...) POUR 10 € POUR 10 NUMÉROS (CHÈQUE à L'ORDRE de ALEA)
- Je désire PRENDRE CONTACT avec Les Jeunes du NPA